

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1899 - 14 juillet 1994 - 5 F

D 1899 MEXIQUE : PROJET ÉLECTORAL DU MOUVEMENT INDIEN DU CHIAPAS

Les négociations entre les insurgés du Chiapas et le gouvernement étaient au point mort (cf. DIAL D 1888), elles sont définitivement rompues. En effet, le 10 juin 1994, le "Comité clandestin révolutionnaire indien" (CCRI) annonçait dans un long communiqué le résultat du référendum indien suite aux "34 points du protocole de la cathédrale de San Cristóbal" (cf. DIAL D 1865 et 1881) : 1) non aux 34 points à 97,89% des voix; 2) non à la reprise des hostilités, à 96,74% ; 3) fin du dialogue de San Cristóbal de Las Casas; 4) ouverture d'un nouveau dialogue au plan national. En conséquence, le 16 juin, le commissaire du gouvernement pour les négociations avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), Manuel Camacho, démissionnait de cette fonction. Quant à Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas et médiateur entre le gouvernement et le mouvement indien, il annonçait que sa médiation consistait désormais à être principalement un pont entre le mouvement indien et la société civile.

C'est en effet cette société civile qui est appelée par le mouvement indien à une "Convention nationale démocratique" dont l'objectif est double: 1) prôner un gouvernement provisoire de transition, soit par la démission de l'exécutif fédéral soit par la voie électorale; 2) préparer la voie à une nouvelle Constitution et à de nouvelles élections.

Il apparaît cette fois très clairement que l'objectif du soulèvement armé du Chiapas est l'ébranlement du parti gouvernemental, à l'occasion des élections générales du 21 août prochain. Les trois principaux candidats à la présidence sont, dans l'ordre dégressif des sondages: Ernesto Zedillo, pour le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), parti gouvernemental hégémonique; Diego Fernández de Cevallos, pour le Parti d'action nationale (PAN), du courant libéral; et Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano, du Parti de la révolution démocratique (PRD), l'opposition de gauche. C'est dans cette perspective essentiellement politique qu'il faut interpréter la candidature de l'avocat et journaliste Amado Avendaño pour un gouvernement de transition au Chiapas. Candidat du PRD, mandaté par le mouvement indien, A. Avendaño prenait la parole devant plusieurs milliers de personnes de l'Université nationale du Mexique. Texte ci-dessous publié dans **Expreso-Chiapas** du 9 juin 1994.

Note DIAL

DISCOURS DE M. AMADO AVENDAÑO, CANDIDAT AUX ÉLECTIONS DE GOUVERNEUR POUR LE CHIAPAS

(Extraits)

(Intertitres de DIAL)

Messieurs les universitaires,
Monsieur Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano,
avec votre permission,

Je suis Amado Avendaño Figueroa, avocat de profession et journaliste de fonction. Je viens d'un pays lointain, des confins du Mexique. D'une contrée tellement distante de la réalité qu'il y existe des endroits où la civilisation occidentale n'est pas encore

D 1899-1/4

parvenue. La culture qui était la nôtre, les envahisseurs l'ont ensevelie et tous nos ancêtres, les uns après les autres, ont été contraints de dissimuler leur sagesse dans la mémoire des vivants, de génération en génération, de village en village, selon que les temps le permettaient. C'est pourquoi les Indiens du Chiapas ont dressé des barricades infranchissables à la langue de l'envahisseur: le tzeltal, le tzotzil, le cho'ol, le tojolabal, le zoque, le mame. Aujourd'hui encore ils mettent au défi Jaime Sabines, Juan Bañuelos, Rosario Castellanos et Bruno Traven, contraints de revenir aux sources s'ils veulent déchiffrer les paroles que les Mayas ont cachées dans leurs pierres sous des signes mystérieux.

(La dictature du Parti révolutionnaire institutionnel)

Le Chiapas, Messieurs les Mexicains, est cette province qui avait, là-bas à Comitán, en 1821, décidé à l'unanimité son indépendance par rapport à l'Espagne; et qui avait, là-bas à San Cristóbal de Las Casas, en 1824, résolu par référendum de s'abriter dans le sein d'une mère généreuse et protectrice. Le Chiapas était ainsi devenu une entité justiciable de la fédération avec d'autres États qui avaient inventé des frontières, imaginé une souveraineté et réclamé des libertés au moment de leur intégration à la République mexicaine. Il ne fait aucun doute, Messieurs les universitaires, que ces dispositions d'extériorité uniques et insolites dans toute l'histoire du Mexique ont fait de cette mère généreuse une mégère agressive, exploiteuse et inhumaine.

Ce Chiapas, comme entité arrimée à l'ensemble mais pourtant si distante, n'a toujours pas reçu l'affection qu'elle mérite en tant que fille, soeur, voire même amie. Les gouvernements de notre siècle l'ont toujours considéré comme une réserve, comme de la dynamite en puissance, comme la plaie qu'il faut absolument cacher pour ne pas avoir à subir l'humiliation de la non signature d'un accord de libre échange¹ en raison de l'arriération crasse de cette région du pays et de son extrême misère.

Messieurs de la communauté universitaire, j'ai la lourde tâche d'exiger aujourd'hui de vous, comme membres de la société civile mexicaine, la reconnaissance de l'autre face du cas Chiapas. A un degré ou à un autre nous sommes tous complices de la dictature d'un parti de gouvernement. Les séquelles de cette ignominie frappent également les non chiapanèques. Il n'en reste pas moins que nous, les Chiapanèques, en sommes blessés jusqu'à l'angoisse, et que nous en payons le prix, mort comprise, à chaque sexennat du dictateur qui, tel un vulgaire caporal, nous est imposé dans notre région par les présidents de service tous les six ans.

Nous, les Chiapanèques, devons en effet supporter tous les six ans la nomination d'un vice-roi qui s'acquitte à la perfection des instructions reçues du personnel bien en cour à la capitale: exploiter le Chiapas en veillant à laisser quelques miettes pour entretenir l'angoisse et la misère des esclaves qui, dans cette lointaine province, se doivent d'exprimer leur reconnaissance au système mexicain pour la survie qu'il leur assure. (...)

(Le coup de colère de janvier dernier)

Ainsi allait la vie du Chiapas, Messieurs les universitaires. Tout n'y était que culture ancienne, écriture, feuilleton, folklore et poésie; mais aussi famine, maladie, misère, emprisonnement, exploitation, ignorance, rancoeur, haine, désespoir, impuissance... jusqu'à ce que, un certain 1er janvier 1994, il est advenu à nombre de ces Indiens de dire "ça suffit !" Les faibles ont décidé de passer du feuilleton à la rébellion armée, du silence au coup de colère, de la peur à l'héroïsme. C'est notre point d'honneur, à nous les faibles de toujours, que d'avoir pu en quelques mois répéter la leçon de Spartacus².

¹ Ce n'est pas un hasard si, le jour même de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1994, de l' "Accord de libre échange nord-américain" (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, le mouvement indien du Chiapas a déclenché le mouvement armé actuellement en cours (NdT).

² Chef d'esclaves révoltés contre Rome au 1er siècle avant J.-C. (NdT).

Messieurs les universitaires, je viens vous faire savoir que, au Chiapas, la guerre s'est désormais ajoutée à la famine, à la maladie, à l'ignorance, à l'ignominie cinq fois centenaire. Au Chiapas je constate, parce que j'ai assisté aux bombardements et compté les morts, que nous sommes en guerre, une vraie guerre en chair et en os. Une partie du territoire national - la zone située entre Guadalupe Tepeyac, Las Cañadas et San Miguel - est déjà un territoire libéré qui a été soustrait à la domination du gouvernement illégitime, corrompu et démagogique, dont les jours sont heureusement comptés pour le reste du territoire national.

Les Indiens insurgés au Chiapas ne sont cependant pas seulement en guerre, ils cherchent la paix dans la justice et dans la dignité. C'est pourquoi, Messieurs les universitaires, je suis ici pour vous faire également savoir que ceux des citoyens du Chiapas qui utilisent encore des passe-montagnes³ m'ont demandé de prendre la tête d'un mouvement civique pour les élections, comme candidat au poste de gouverneur par intérim de l'État. Ceci, pour faire la démonstration que la démocratie existe ou n'existe pas au Mexique. Nous allons nous en donner la preuve à nous-mêmes et faire savoir à la communauté internationale si le Mexique est désormais prêt à pratiquer la démocratie, si la liberté de vote existe et si la volonté des électeurs par les urnes est respectée. Cette preuve, Messieurs les universitaires, nous allons l'administrer le 21 août prochain.

(Une nouvelle Constitution pour le Chiapas)

Aussi, moi Amado Avendaño Figueroa, ai-je accepté de relever le défi. En accord avec la société civile du Chiapas, nous avons déclaré la guerre à la guerre. Nous avons besoin de paix. Nous ne sommes pas des fous, car beaucoup de nos enfants sont encore vivants. Nous qui sommes du côté des gens à visage découvert, nous allons participer à la joute électorale de manière pacifique et civilisée, car nous avons encore l'espoir que le gouvernement et son parti officiel auront l'intelligence de respecter la volonté des citoyens. Si ce n'est pas le cas, alors les chemins et les routes du Chiapas ne permettront pas, par raison ou par force, que passe l'imposition traditionnellement en provenance, comme tous les maux, du District fédéral.

Là-bas au Chiapas, l'urgent prend les devants sur l'important. C'est-à-dire qu'il est urgent que nous parvenions à une paix juste, digne et durable. Mais il est de même important de poser les bases d'une tranquillité définitive. C'est pourquoi nous, Chiapanèques, proposons qu'avant l'installation d'un gouverneur constitutionnel, nous procédions à l'élection, au Chiapas, d'un Congrès constituant chargé de rédiger une nouvelle Constitution du Chiapas qui serait élaborée en toute liberté par les Chiapanèques anciens, professionnels, femmes et jeunes de toutes les cultures, classes et tendances, et portant sur la manière dont, à l'avenir, nous voulons vivre, travailler et refaire les cinq cents années d'histoire qui nous ont été refusées.

Je ne serai pas un gouverneur de six ans, je serai seulement et exclusivement - j'y insiste - un portier qui ouvre la porte à la démocratie pour que celle-ci, en toute liberté, prenne enfin possession du palais du gouverneur du Chiapas, jusqu'alors toujours occupé par des tyranneaux du genre Absalón Castellanos Domínguez⁴, ou par des dictateurs schizophrènes du genre Patrocinio González Garrido⁵ et autres envoyés du District fédéral.

Quand cette nouvelle Constitution entrera en vigueur, je convoquerai à de nouvelles élections dans un climat de liberté et d'égalité des chances pour tous les partis politiques, groupes sociaux et citoyens indépendants, pour le choix d'un gouverneur selon leur conscience et leur volonté. Ensuite je transmettrai mes pouvoirs

³ Comme cagoules. Désignation des insurgés actuels au Chiapas (NdT).

⁴ Avant-dernier gouverneur du Chiapas (NdT).

⁵ Dernier gouverneur du Chiapas. Ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral au moment du soulèvement de janvier 1994 (NdT).

et me retirerai dans la modestie d'une vie vécue comme avocat des Indiens et comme journaliste des sans-voix.

Voilà le projet politique de la société civile du Chiapas. Voilà le plan de gouvernement limité pour mon exercice temporaire à la tête du pouvoir exécutif du Chiapas.

(Appel à la communauté universitaire du Mexique)

Pour mener à bien ce projet et mettre à profit cette tribune nationale de l'Université, à l'exemple et sous l'égide de l'homme de combat et d'espoir qu'est Monsieur Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano, le candidat à la présidence de la République dont le Parti de la révolution démocratique (PRD) a bien voulu m'enregistrer comme candidat au poste de gouverneur du Chiapas, je me présente devant votre communauté universitaire pour vous demander, au nom de ma patrie chiapanèque, ce qui suit:

- a) nous donner tout le soutien moral dont vous êtes capables;
- b) constituer des brigades d'observation et de défense du scrutin aux élections du Chiapas du 21 août prochain;
- c) nous aider financièrement, si vous le pouvez, pour que nous puissions concurrencer la campagne politique ostentatoire que le gouvernement mène au Chiapas en profitant de son caractère officiel;
- d) couper les ailes aux escrocs qui nous ont toujours dépouillés de notre volonté d'être gouvernés par des Chiapanèques nés au Chiapas et vivant au Chiapas;
- e) pour finir, nous, Chiapanèques, vous demandons que, pour assister comme observateurs aux élections du Chiapas, vous veniez pour l'heure sans passe-montagnes...

Chiapanèques, votons pour le Chiapas !

Sauvons le Mexique !

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441